

**Budgets 2020 :
Les prestataires
comme variables
d'ajustement**

l'étincelle

**Age pivot à Renault :
Des Dispenses d'Activité
à la Prolongation
d'Activité**

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire lundi 16 décembre 2019

Delevoye, 72 ans, 14 boulots

Jean-Paul Delevoye, grand architecte de la nouvelle loi sur les retraites, vient d'être pris la main dans le pot de confiture. Il a « oublié » de mentionner ses 13 mandats dans diverses associations au moment où il a pris ses fonctions de ministre. Ses petites activités lui rapportaient encore la semaine dernière autour de 6 000 € par mois, ce n'était sans doute pas assez pour qu'il s'en souvienne.

Mais Delevoye a décidément la mémoire qui flanche. Il a aussi omis de dire qu'il était en lien direct avec les assureurs privés à travers un institut de formation. De l'aveu même d'un assureur : « *les liens avec Jean-Paul Delevoye sont précieux notamment parce que l'ensemble du secteur est très intéressé par la réforme* ». Tiens donc ?

Le merveilleux régime universel par points intéresse effectivement au plus haut point les requins qui voudraient croquer dans le gâteau des retraites. Tous les grands patrons sont des soutiens fermes du projet car ils savent que la loi va provoquer une baisse généralisée des pensions, un recul de l'âge de départ à la retraite et ouvrir le champ à la retraite par capitalisation. Ce qu'expose l'affaire Delevoye, c'est le lien étroit entre le gouvernement et les sphères patronales. Et ce ne sont pas les déclarations du premier ministre qui nous démontrent le contraire.

Oui Oui au pays du MEDEF

Dans son allocution de mercredi dernier, le premier ministre a démontré qu'il tenait vraiment à casser le système des retraites. En guise de « simplification », tout en disant que les générations avant 1975 ne rentraient pas dans le nouveau système, il annonçait qu'elles auraient droit à la décote à partir de 2022. Autrement dit que l'âge de la retraite reculerait à partir de 2022. En fait, tout le monde aura rapidement droit à l'âge pivot de 64 ans.

Pour les formules vaseuses, on a été servi. Le gouvernement « *va revaloriser les enseignants* », sera « *très attentif aux aides-soignantes* », « *entendu les légitimes inquiétudes des professions libérales* », etc. En d'autres termes, il promet du vent. Car en dehors des militaires, de la police et des sénateurs qui garderont leurs régimes spéciaux, tous les autres y perdront.

Même le minimum retraites à 1 000 € est un rideau de fumée. La loi de 2003 (notre bon Delevoye

était déjà ministre) promettait exactement la même chose et cela n'a jamais été appliqué. Rappelons en passant que 1 000 €, c'est en dessous du seuil de pauvreté. Merci Macron !

Et quand le gouvernement dit « le point ne baissera pas » il faut entendre l'inverse. Edouard Philippe a été clair : les dépenses liées aux retraites seront fixes, le nombre de retraités augmentera et donc les pensions baisseront. La plus grosse arnaque est d'ailleurs dans ce dernier point, le fameux « équilibre » des régimes. Car dans tous ses raisonnements le gouvernement fait comme si le chômage n'allait jamais baisser, comme si les cadeaux au patronat pouvaient continuer à pleuvoir et comme si les salariés allaient continuer à se faire tondre sans rien dire. Ce n'est pas pour rien que les grèves lui donnent des sueurs froides.

Bras de fer

Après les annonces gouvernementales, même les syndicats les plus proches du pouvoir ont crié au scandale sur la question de l'âge pivot et appelé à se mobiliser mardi 17 décembre. Mais les cheminots, les agents de la RATP, les hospitaliers ou les enseignants n'ont pas attendu leur feu vert. Depuis plus de dix jours, on assiste à une grève massive de la SNCF et de la RATP qui pose la question de la grève à l'ensemble du monde du travail.

De nombreux secteurs, y compris du privé, se joindront aux manifestations de mardi prochain. Il faudra profiter de cet élan pour renforcer la grève, au-delà du 17 décembre. L'étendre partout où c'est possible. D'ores et déjà les secteurs en lutte organisent des assemblées générales, des comités de grève, des liens entre secteurs. C'est de cette façon que les grévistes pourront devenir maîtres de leur mouvement. Au monde du travail, à nous tous, de remporter le bras de fer social et politique contre Macron et son monde.

DA DA DA ♪ ich lieb dich nicht... ♪

Avec la succession des réformes sur les retraites, plus moyen de partir tranquille en Dispense d'Activité. De nombreux salariés Renault ont déjà appris après leur départ en DA qu'ils perdraient 10 % sur leur retraite complémentaire s'ils ne travaillaient pas un an de plus que l'âge de leur retraite à taux plein, obligeant certains à reprendre le collier. Ceux qui sont partis en DA en 2019 risquent maintenant de subir la même punition avec l'âge pivot. Faire des lois pour nous gâcher l'existence, c'est un vrai DADA.

Pour les Bézieux du patronat

Le patron du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux a été un des seuls à applaudir à l'âge pivot à 64 ans annoncé par Edouard Philippe mercredi dernier. Pourtant, les patrons ne rêvent que de se débarrasser des salariés âgés, jugés moins productifs et plus chers. Dispense d'Activité à Renault, Congé senior d'une durée de 5 ans avant la retraite à PSA St Ouen... Faudrait savoir.

Sur les chapeaux de Roux

Roux de Bézieux, encore lui, a assuré que « si l'âge pivot est instauré, on sera au rendez-vous pour l'emploi des seniors » pour les garder dans les entreprises. En cessant par exemple de renouveler les Dispenses d'Activité chez Renault ?

Black friday

Dans les services, les budgets 2020 sont en train de passer au laminoir : -30, -50, voire -80 % pour certains ! C'est le temps des soldes et les premiers à partir sont les prestataires. Leur départ rime souvent avec l'arrêt d'une activité, car ils sont les seuls à avoir les compétences. Gare à la gueule de bois au lendemain des soldes.

L'élite parle à l'élite

Les présentations en Anglais se généralisent au Technocentre. La conférence du 11 décembre « FutureBridge Powertrain Vision » était intégralement en Anglais. Tant pis pour ceux qui voulaient en savoir plus sur les projets Moteurs, et ceux qui parlent plus « Mécanique » qu'Anglais.

Que la BNP soit avec vous

Les salariés Renault devaient signaler à la BNP avant le 15 décembre s'ils voulaient toucher ou non leur intéressement local. A défaut, celui-ci est bloqué 5 ans dans le Plan Epargne Groupe (PEG). C'est ainsi depuis les lois Macron, qui n'en rate pas une pour favoriser ses amis les banquiers. L'incitation consiste aussi à laisser son intéressement à la BNP pour ne pas payer d'impôt sur le revenu. Et si vous préférez le toucher, l'intéressement est exonéré de cotisations sociales. Et après Macron déplore qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses pour payer les retraites...

L'Alpine qui descend de la montagne

Le site de Dieppe, où est produite l'Alpine A110, fête ses 50 ans... et va voir sa production divisée par deux en 2020. Pour la direction de Renault, il n'y a aucune « menace sur la pérennité du site. L'ajustement se fera sur la population intérimaire ». Les 100 intérimaires sur 120 qui travaillent sur le site, et qui ne seront pas renouvelés, apprécieront. Une partie des 402 salariés Renault sont aussi incités à accepter des mobilités vers Sandouville ou Cléon, des sites qui eux aussi se débarrassent des intérimaires. Les ventes de l'Alpine sont en baisse. A 60 000 €, c'est pourtant donné.

Un CAFÉ corsé

La réglementation CAFÉ (Corporate Average Fuel Economy) prévoit des sanctions envers les constructeurs automobiles qui ne respecteront pas des niveaux d'émission de CO2. Ces sanctions s'appliqueraient en 2021 sur la base des véhicules particuliers neufs vendus en 2020. L'Europe espère une baisse de 30 à 40 % des émissions en imposant un maximum de 95g/km. Puisqu'il n'y a que la contrainte qui marche... Un constructeur qui dépasserait de 10g la moyenne qui lui est assignée, tout en commercialisant 1 million de véhicules, devrait ainsi déboursier 950 millions d'euros. C'est un peu la situation de Renault. On verra si ces sanctions seront effectives. BMW ou Jaguar ont déjà été autorisés à dépasser les 95g/km, sous prétexte qu'ils produisaient des véhicules plus lourds que les autres constructeurs...

COPacabana

La direction de Renault se félicite d'avoir participé à la COP 25 à Madrid, et que Renault y ait été distingué pour son engagement écologique. Sauf que cette 25^{ème} Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a accouché d'une souris. Même le secrétaire général de l'ONU s'est dit « déçu ». « Le résultat de cette COP, marquée par un délit de fuite des puissantes économies du carbone, est totalement inacceptable », a de son côté dénoncé la directrice de Greenpeace. Mais le principal est que des dirigeants de Renault soient contents.

Ni De Meo ni maitre

Mardi dernier avait lieu le Conseil d'Administration de Renault qui a évoqué le remplacement de Bolloré. Les administrateurs pencheraient pour Luca De Meo, le patron de Seat. Il présente bien. Depuis le temps que la direction nous parle d'un « nouveau souffle », elle nous souffle juste un nouveau nom. Il faut dire que jusqu'à maintenant le conseil d'administration n'a pas brillé par sa vision et sa perspicacité.